



# CENTRE D'INFORMATIONS ET D'ACCUEIL DES MIGRANTS

# BENQUE VIEJO

**Observatoire des Camps de Réfugiés**  
Pôle Amériques

Lucie Fouchier  
Juin 2020



PHOTO: ©ALMUDENA TORAL / UNIVISION



# CENTRE D'INFORMATION ET D'ACCUEIL DES MIGRANTS DE BENQUE VIEJO

Localisation du camp

## CONTEXTE DE MIGRATION

### RÔLE LÉGISLATIF ET POLITIQUE DE L'ÉTAT SUR LA GESTION MIGRATOIRE ET SUR LA RÉGION

### LE BUREAU D'INFORMATION GESTION DU CAMP

La population prise en charge

Les gestionnaires du bureau d'informations

### LES DÉFAILLANCES OBSERVÉES

Effectivité des services assurés par les gestionnaires

Chômage et pauvreté

Mouvements de contestation internes au camp

Situation des personnes vulnérables

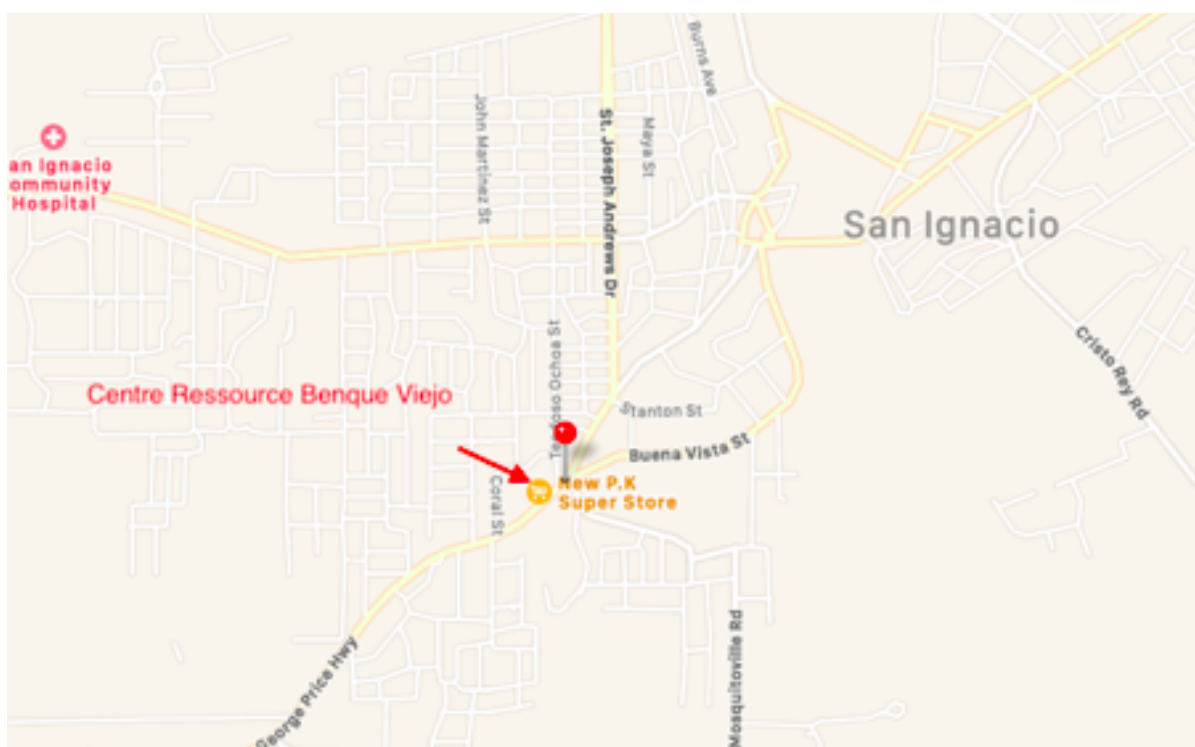
Violations des droits humains observés

Problème du statut des réfugiés : précarité du statut

# Localisation du centre de BENQUE VIEJO



GEORGE PRICE HIGHWAY  
SAN IGNACIO, BÉLIZE  
17.1506654,-89.0750116



SOURCE : GOOGLE MAPS

# CONTEXTE DE MIGRATION

Le Belize a une histoire migratoire ancienne(1). Ce sont les centraméricains, ceux issus du triangle nord (Guatemala, Le Salvador et Honduras) qui ont immigrés au Belize en raison de sa proximité géographique pour fuir les guerres civiles qui ravageaient leurs pays dans les années 70-80. Beaucoup n'avaient pas assez d'argent pour rejoindre les États-Unis. A cette époque, les immigrés sont arrivés par la jungle et se sont installés le long des frontières car ils y avaient beaucoup d'espace afin de réaliser des plantations et ainsi survivre(2).

C'est en 1960, au Guatemala que naît et que débute le conflit armé de rébellion entre un groupe d'officiers de l'armée contre le régime autoritaire dictatorial. Ce groupe de rebelles s'est petit à petit déplacé vers les autres pays d'Amérique centrale et notamment au Salvador et au Nicaragua. Les conflits ont été très violents jusqu'au années 80 où un processus de paix s'est mis en place dans tous les pays(3).

En 1981, le Belize devient un territoire indépendant après d'importantes périodes de colonisation espagnoles et anglaises(4). La même année, le gouvernement de Belize et le Haut-commissariat des Nations Unies (HCR) ont mis en place un projet de réinstallation des réfugiés sur 15 000 hectares de terres non défrichés. Ces zones étaient appelées « Valley of peace » ou encore « Armenia » et existent encore aujourd'hui. Les terres ont été exploitées par les réfugiés dans la production agricole de légumes, ils y ont créé des fermes. Petit à petit, grâce à cette production, l'État a développé une autosuffisance en légumes. Les réfugiés ont également été incorporés comme travailleurs saisonniers dans les cultures de banane qui ont été relancées par l'État dans les années 70. Au fur et à mesure, ces nouveaux immigrés ont remplacé les créoles dans la main d'

œuvre non qualifiée de l'industrie de l'agrumes développée par le Belize au moment de l'indépendance. « Le maire de Bella Vista, Juan Martinez, considère aujourd'hui qu'il s'agissait d'exploitation moderne »(5).

Une fois les guerres civiles terminées en 1980, le gouvernement proposa aux réfugiés de rentrer dans leurs pays d'origine ou de devenir bélizien. La majorité décida de rester et acquiesça la nationalité(6).

De nouvelles arrivées ont eu lieu dès l'année 2009. Puis, au fil des années, les demandes d'asiles se sont multipliées notamment en raison du fait que le Salvador soit devenu le pays avec le taux d'homicide le plus élevé du monde en 2015. Le Gang MS-13, bande criminelle née aux États-Unis s'est développé au Guatemala, au Honduras et au Salvador. Le taux de criminalité augmente largement dans ces pays ce qui explique de nouvelles migrations(7). Les autorités du Belize décidèrent alors de ne pas intervenir et d'étouffer la réalité des migrations(8).

Le 12 juin 2019, les associations HCR et Help For Progress décidèrent d'ouvrir un centre pour aider le gouvernement bélizien à atteindre ses engagements régionaux en termes d'accueil en fournissant des informations et des ressources d'orientation aux demandeurs d'asile arrivant à Benque Viejo et aux entités locales permettant de les aider. Le but de la création de ce centre est également de créer un réseau de partenaires à Benque Viejo pour rendre accessible les informations et services mis en place pour les demandeurs d'asiles(9). C'est l'existence de ce centre, situé près du fleuve Mopan à la frontière ouest du pays, l'un des principaux lieux de passage du pays entre le Belize (Benque Viejo) et le Guatemala (Mencos) que nous étudierons(10).

(1) "Belize ethnic groups" Belmopan Online, <https://www.belmopanonline.com/belize-ethnic-groups>

(2) "Central Americans", BelmopanOnline.com, <https://www.belmopanonline.com/belize-central-americans>

(3) BATISTA José Pablo, « L'Amérique centrale des années 1980 : des guerres civiles à la signature des accords de paix », irenees, décembre 2004, [http://www.irenees.net/bdf\\_fiche-experience-117\\_fr.html](http://www.irenees.net/bdf_fiche-experience-117_fr.html) (consulté le 15 juin).

(4) BUHRER Jean-Claude, "Belize deviendra en 1981 le septième État d'Amérique centrale", Le monde, 20 mars 1981, [https://www.lemonde.fr/archives/article/1981/03/20/belize-deviendra-en-1981-le-septieme-etat-d-amerique-centrale\\_2712561\\_1819218.html](https://www.lemonde.fr/archives/article/1981/03/20/belize-deviendra-en-1981-le-septieme-etat-d-amerique-centrale_2712561_1819218.html) (consulté le 15 juin 2020)

(5) "Central Americans", BelmopanOnline.com, <https://www.belmopanonline.com/belize-central-americans> (consulté le 19 avril 2020)

(6) MARTINEZ Carlos, "Belize tiene miedo", chapitre 2 « une isla equivocada », El Faro et Univision Noticias, 8 octobre 2017, <https://especiales.elfaro.net/es/migrantes/belize> (consulté le 18 avril 2020)

(7) BRUT, MS-13, le gang le plus dangereux des États-Unis, 31 janvier 2018, <https://www.youtube.com/watch?v=V0n171LzIR0> (consulté le 27 juin 2020)

(8) MARTINEZ Carlos, "Belize tiene miedo", chapitre 2 « une isla equivocada », El Faro et Univision Noticias, 8 octobre 2017, <https://especiales.elfaro.net/es/migrantes/belize> (consulté le 18 avril 2020)

(9) BBN Staff « UNHCR to open new resource center in Benque », Breaking News, 12 juin 2019, <https://www.breakingbelizenews.com/2019/06/12/unhcr-to-open-new-resource-center-in-benque/> (consulté le 18 avril 2020)

(10) Ibid

# RÔLE LÉGISLATIF ET POLITIQUE DE L'ÉTAT SUR LA GESTION MIGRATOIRE ET SUR LA RÉGION

1980-1990

Entre les années 1980 et 1990, le HCR avait mis en place un partenariat avec une association locale Help For Progress (HFP) pour veiller à protéger des milliers de centraméricains fuyant la guerre(11).

1998

En 1998, le HCR ferma officiellement son bureau. HFP a continué d'agir au nom du HCR sous la direction du bureau régional de Washington et assumer les activités de protection pour aider les demandeurs d'asile et les réfugiés(12).

Les années suivantes, la migration s'est arrêtée au Belize, seulement quelques africains et cubains vinrent s'y réfugier. Cependant, Help For Progress garda un œil attentif à ces nouvelles arrivées qui finirent par être de plus en plus nombreuses. Les récits de ces personnes faisaient part d'une nouvelle violence dans ces pays, la violence des gangs(13).

Juin 2015

En Juin 2015, le gouvernement décide de la reformation du Refugee Eligibility College.(14)(Explication donné dans la partie relative au système de délivrance du statut de réfugié).

Oct. 2015

En octobre 2015, le HCR réinstalle son bureau au Belize(15).

2016

En 2016, est créé le bureau de l'immigration à Benque Viejo qui a pour but de recevoir les demandeurs d'asile et d'enregistrer les demandes. Il s'agit d'un bureau du gouvernement(16).

2018

A la date de février 2018, il est établi que le Belize a officiellement accordé l'asile à 28 personnes depuis 1990(17).

(11) MARTINEZ Carlos, "Belize tiene miedo", chapitre 6 « La herencia de Kim Won Hong », El Faro et Univision Noticias, 8 octobre 2017, <https://especiales.elfaro.net/es/migrantes/belize> (consulté le 18 avril 2020)

(12) *Ibid*

(13) *Ibid*

(14) UNHCR, "Belize Factsheet", Mars 2017, <http://reporting.unhcr.org/sites/default/files/UNHCR%20Belize%20Factsheet%20-%20March%202017.pdf> (consulté le 19 avril 2020)

(15) *Ibid*

(16) *Ibid*

(17) *Ibid*



Le thème de l'immigration est une question politique très sensible au Belize et ce notamment depuis la gestion de la migration des années 1970. L'historien Palacio a identifié « 3 phases chronologiques dans l'évolution de la politique gouvernementale des réfugiés. La première phase est une phase humanitaire qui a débuté en 1979 et qui s'est terminée en 1984 avec l'amnistie. La seconde phase appelée restriction des admissions a commencé très vite après l'amnistie et s'est terminée en 1989. La troisième phase s'appelait l'intégration, qui a commencé en 1989 et se poursuivait encore à la fin de son étude en 1990 »(18).

L'historien Plaisier a ajouté 2 phases. D'après lui « aujourd'hui, nous pouvons ajouter deux phases, appelé local integration entre 1989 et 1993 (sous le gouvernement du parti populaire uni (PUP)) et une phase de restriction et vers le rapatriement de 1993 à aujourd'hui (sous le gouvernement de la coalition Parti Démocratique Uni et Alliance Nationale pour les droits du Belize)(19).

En 2013, les autorités béliziennes sont devenues encore plus méfiantes suite au scandale de Kim Won. En septembre 2013, Kim Won Hong obtint la nationalité et le passeport de Belize. Cependant, il sera découvert quelque temps plus tard que Kim Won Hong était emprisonné dans la prison de Yilam à Taiwan à ce même moment.

Le gouvernement met la main sur un trafic de faux papiers sur internet(20).

Après les années 1990, le Belize a décidé de devenir restrictif s'agissant des arrivées sur le territoire(21).

Le Belize est partie à la Convention de Genève depuis l'année 1967 et a signé ses protocoles en 1990(22).

C'est le Département des réfugiés qui est l'agence gouvernementale responsable de recevoir et d'enregistrer les demandes d'asile(23). Elle se trouve uniquement à Belmopan qui se trouve à 50 km du centre d'information, ce qui pose une réelle difficulté d'accès à la demande d'asile(24).

Ces lois, connues sous le nom de « Immigration act » (chapitre 156) et « Refugee act » (chapitre 165), tous deux votés en 1990 puis modifiés en 2000, déterminent les conditions d'enfermement des personnes en situation irrégulière et les conditions d'acquisition de la protection internationale(25). Cette précision temporelle est importante à mettre en avant car nous verrons par la suite que ce texte n'est pas adapté à la réalité du processus de demande d'asile. Le HCR recommande vivement une modification des textes susmentionnés (partie 4).

En octobre 2017, le Belize a rejoint le « comprehensive regional protection and solution Framework ». Son but est d'apporter une réponse globale à la question des déplacements forcés. Elle réunit le Belize, le Costa Rica, le Salvador, Le Guatemala, le Honduras, le Panama et le Mexique avec le support de l'Organisation des États Américains (OEA) et du HCR(26).

En rejoignant ce groupe, le Belize a pris des recommandations telles qu'améliorer l'accès à l'information de ces personnes ou améliorer le statut de réfugié(27).

(18) IYO Joseph et COCOM Rolando, « The Economic and socio-cultural contributions of central American refugees to Belize (1970-2017) » page 9-10, 5 janvier 2018 (consulté le 27 juin 2020)

(19) *Ibid*

(20) MARTINEZ Carlos, « Belize tiene miedo », chapitre 6 « La herencia de Kim Won Hong », El Faro et Univision Noticias, 8 octobre 2017, <https://especiales.elfaro.net/es/migrantes/belize> (consulté le 18 avril 2020)

(21) *Ibid*

(22) UNHCR, « Etats parties à la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés et/ou à son protocole de 1967 », 31 décembre 2004, <https://www.unhcr.org/fr-fr/4ad2f34fe.pdf> (consulté le 24 juillet 2020)

(23) UNHCR « Ayuda Belize Donde Encontrar ayuda » <https://help.unhcr.org/belize/donde-encontrar-ayuda/> (consulté le 19 avril 2020)

(24) « The UN Refugee Agency-over 3,000 asylum seekers registered in Belize », Channel 5 Belize, 4 juin 2019, <https://www.youtube.com/watch?v=hgRkFmR0nh8> (consulté le 19 avril 2020)

(25) UNHCR « Ayuda Belize Donde Encontrar ayuda » <https://help.unhcr.org/belize/donde-encontrar-ayuda/> (consulté le 19 avril 2020)

(26) UNHCR, Global Compact on Refugees, « Belize » 10 décembre 2019, <https://globalcompactrefugees.org/article/belize> (consulté le 26 avril 2020)

(27) UNHCR, « Belize », page 2, juillet 2018, <https://www.refworld.org/country,,UNHCR,BLZ,,5b56e1903,0.html> (consulté le 26 avril 2020)



# LE BUREAU D'INFORMATION

## LA POPULATION PRISE EN CHARGE



Personne ne sait combien de centraméricains ont demandé l'asile au Belize ces dernières années. C'est un secret d'État qui n'est pas même partagé avec le HCR et encore moins avec les journalistes(28).

La seule source disponible est celle du HCR qui fait état de 3 125 demandes d'asile en 2017(29).

En 2017, sur les 3 125 demandes d'asile, comptabilisées, 66% proviennent du Salvador, 19% du Honduras et 14% du Guatemala (soit un total de 99% des demandes pour ces trois pays). Par ailleurs, le HCR considère que 2 774 personnes auraient besoin d'une protection internationale mais ne rentrent pas dans les délais légaux et se retrouvent donc en situation irrégulière(30).

Nous avons très peu d'information sur le nombre de personnes ayant immigré ces deux dernières décennies car l'immigration était très mal vue par les politiciens après les années 90. Ainsi, les informations sur la démographie des personnes immigrés n'est pas disponible (Sexe, âge, trajet, etc.). A ce sujet, le HCR recommande de mettre en place une base de données afin d'améliorer le processus d'accès à la protection internationale(31).

Le juge Scott rappelle que les « centraméricains qui entrent illégalement n'ont aucune possibilité d'obtenir le statut de réfugié au Belize »(32).

Lorsque la personne franchit les frontières du Belize, elle doit se présenter au département des réfugiés et l'informer de son souhait de déposer une demande d'asile. Le département des réfugiés doit fournir aux personnes qui répondent aux critères d'asile un dossier d'enregistrement et un document de résidence temporaire dès le moment de l'enregistrement de la demande et jusqu'à la décision finale(33).

Les demandeurs d'asile doivent se présenter tous les 3 mois au département des réfugiés. Puis, ils sont convoqués pour un entretien. La personne en charge de tenir l'entretien doit faire une synthèse des déclarations et faire des recherches liées au récit de la personne. Puis, le dossier est étudié par le Refugee eligibility comitee qui prend la décision finale. Ce dernier est composé de 5 ou 6 membres gouvernementaux et 3 ou 4 membres d'Organisations non Gouvernementales (ONG) ou société civile et se réunit une fois par mois.

### • **Modalités de prise en charge**

Ce bureau a été créé pour aider les personnes nouvellement arrivées au Belize en leur fournissant des informations sur la demande d'asile, les services disponibles et sur le Belize de manière générale. Une orientation est apportée également aux personnes déboutées de la demande d'asile. Le centre a également deux chambres et une salle de bain en cas d'urgence pour accueillir de manière temporaire(34).

(28) MARTINEZ Carlos, "Belize tiene miedo", chapitre 6 « La herencia de Kim Won Hong », El Faro et Univision Noticias, 8 octobre 2017, <https://especiales.elfaro.net/es/migrantes/belize> (consulté le 18 avril 2020)

(29) UNHCR, "Belize Factsheet", Mars 2017, <http://reporting.unhcr.org/sites/default/files/UNHCR%20Belize%20Factsheet%20-%20March%202017.pdf> (consulté le 18 avril 2020)

(30) *Ibid*

(31) UNHCR, "Belize", page 8, juillet 2018, <https://www.refworld.org/country,,UNHCR,BLZ,5b56e1903,0.html> (consulté le 19 avril 2020)

(32) MARTINEZ Carlos, "Belize tiene miedo", chapitre 3 « El Juez y el río Mopan », El Faro et Univision Noticias, 8 octobre 2017, <https://especiales.elfaro.net/es/migrantes/belize> (consulté le 18 avril 2020)

(33) UNHCR "Ayuda Belize Donde Encontrar ayuda" <https://help.unhcr.org/belize/donde-encontrar-ayuda/> (consulté le 18 avril 2020)

(34) *Ibid*

## LES GESTIONNAIRES DU BUREAU D'INFORMATIONS

Les organisations principalement présentes sur terrain soient le HCR et le HFP.

Le HCR a plusieurs missions principales dans l'accès au statut de réfugié :

- Fournir un soutien technique sur les procédures de détermination du statut de réfugié au Comité d'éligibilité des réfugiés (par exemple partage d'informations sur les pays d'origine) ;
- Former les fonctionnaires des services d'immigration, de police et les forces de défense afin que ces professionnels comprennent l'importance de la demande d'asile et la situation des personnes fuyant leurs pays. La formation permet à ces fonctionnaires d'être en mesure de repérer les personnes les plus vulnérables et les orienter vers un travailleur social ;
- Soutenir logistiquement le département des réfugiés(35) ;
- Défendre les intérêts des demandeurs d'asile et des réfugiés(36).

Au Belize, le HCR ne peut pas enregistrer les demandes d'asile, seul le Département des réfugiés dispose de ce pouvoir(37). De ce fait, le HCR s'inquiète de l'accès à l'information et à la demande d'asile puisqu'un seul bureau permet cet enregistrement sur le territoire(38).

Help For Progress (dont le siège se trouve à Belmopan) est un partenaire du HCR depuis les années 1990 dans l'aide à la protection des réfugiés. Dans le bureau de HFP, les immigrés peuvent obtenir des informations sur la demande d'asile. Certaines personnes peuvent également recevoir une aide humanitaire (vivres, logement, accès aux services médicaux, éducation)(39).

Le HCR a créé ce centre d'information en association avec l'organisation internationale Child Development Foundation (CDF) et l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM). Il a pour but d'alerter les communautés sur les risques liés à l'immigration illégale et à la traite des êtres humains. Il s'agit du vingtième centre d'information créé dans la région centroaméricaine. Les agents de l'OIM ont dispensé une formation au personnel travaillant dans ce centre afin d'orienter au mieux les entretiens avec les migrants et savoir identifier un éventuel trafic d'être humain ou encore de traite(40).

L'OIM a également mis en place une application « Migrantapp » permettant de mettre à disposition des informations pour une immigration légale et sûre ainsi qu'une cartographie des principaux fournisseurs de services d'accueil(41).



(35) « The UN Refugee Agency-over 3,000 asylum seekers registered in Belize », Channel 5 Belize, 4 juin 2019, <https://www.youtube.com/watch?v=HgRKfM0nh8> (consulté le 19 avril 2020)

(36) UNHCR, « Belize Factsheet », Mars 2017, <http://reporting.unhcr.org/sites/default/files/UNHCR%20Belize%20Factsheet%20-%20March%202017.pdf> (consulté le 19 avril 2020)

(37) BBN Staff « UNHCR to open new resource center in Benque », Breaking News, 12 juin 2019, <https://www.breakingbelizenews.com/2019/06/12/unhcr-to-open-new-resource-center-in-benque/> (consulté le 18 avril 2020)

(38) « The UN Refugee Agency-over 3,000 asylum seekers registered in Belize », Channel 5 Belize, 4 juin 2019, <https://www.youtube.com/watch?v=HgRKfM0nh8> (consulté le 19 avril 2020)

(39) « Belize immigration Detention » Global detention project, janvier 2016, <https://www.globaldetentionproject.org/countries/americas/belize>

(40) « Belize opens first information hub on migration », Regional Program on Migration Mesoamerica and the Caribbean, 7 mai 2018, <https://programamesoamerica.iom.int/en/news/belize-opens-first-information-hub-migration> (consulté le 19 avril 2020)

(41) Ibid



# LES DÉFAILLANCES OBSERVÉES

## CONTRAINTES LÉGALES À L'ACCÈS À LA DEMANDE D'ASILE

La plus grande défaillance observée quant à la prise en charge des demandeurs d'asile réside dans le contexte légal.

La demande d'asile doit être déposée dans les 14 jours suivant l'arrivée du demandeur d'asile sur le territoire. A la fin 2017, selon le HCR 3 125 personnes ont demandé l'asile au Belize. Cependant, le HCR considère également que 2 774 autres personnes auraient dû être concernées par la demande d'asile mais ne sont pas considérées comme demandeurs d'asile en raison du dépassement du délai des 14 jours prévu par la loi(42).

Le HCR recommande que la section 8 du Refugee act soit amendée en supprimant le délai de 14 jours. A défaut, le HCR propose qu'une distinction soit faite par les autorités pour les victimes de torture, les mineurs ainsi que les victimes de trafic d'êtres humains, afin que le délai ne leur soit pas appliqué. Au-delà du délai, le HCR propose que l'accès à une protection internationale soit facilité pour ces personnes en fonction de leurs pays d'origine et donc du potentiel degré de persécution(43).

A la date de février 2018, il est établi que le Belize a officiellement accordé l'asile à 28 personnes depuis 1990. Cela démontre une politique qui semble très réfractaire à l'égard de l'immigration et un accès à la demande d'asile extrêmement difficile(44).

## LA SANCTION PÉNALE

La loi prévoit une sanction pénale pour les personnes qui se trouvent en situation irrégulière sur le territoire (articles 32.3, 33.4 et 34.1, 2 et 3 de l'Immigration Act). Cela implique que les personnes immigrées en situation irrégulière sont emprisonnées jusqu'à leur expulsion dans les mêmes prisons que les détenus de droit commun(45).

Cette politique contraste avec celle des pays voisins car le Belize est le seul pays de la région à prévoir une sanction pénale et non-administrative dans cette situation(46).

La loi prévoit la classification de « migrant interdit » (article 9, chapitre 156 de l'Immigration Act). Les officiers de protection peuvent demander au juge un ordre d'expulsion pour les migrants interdits. Par ailleurs, toutes ces personnes en situation irrégulière peuvent être condamnées d'une amende de 2500 dollars américains et deux ans de prison(47).

En pratique, les migrants en situation irrégulière sont arrêtés et enfermés entre trois mois et six mois. La plus longue période d'emprisonnement concerne les migrants venant d'autres continents car il est plus difficile trouver un avion pour les expulser(48).

(42) UNHCR, "Belize", I Background Information page 1, juillet 2018, <https://www.refworld.org/country,,UNHCR,BLZ,5b56e1903,0.html> (consulté le 19 avril 2020)  
(43) *Ibid*  
(44) *Ibid*

(45) UNHCR, "Belize", page 8, juillet 2018, <https://www.refworld.org/country,,UNHCR,BLZ,5b56e1903,0.html>  
(46) Global Detention Project « Belize Immigration Detention » Global detention project, janvier 2016, <https://www.globaldetentionproject.org/countries/americas/belize> (consulté le 8 mai 2020)  
(47) *Ibid*  
(48) *Ibid*

En 2013, des sources non gouvernementales informent du fait que les migrants étaient détenus dans une section spécifique de la prison et que les hommes et les femmes étaient séparés. En 2014, le Comité des travailleurs migrants exprimait son inquiétude sur les conditions inhumaines d'enfermement, sans droit d'accès à un avocat ou un contact avec leur famille(49).

L'association Global Detention Project nous apprend également que les enfants ne sont pas enfermés avec leurs parents mais qu'ils sont placés dans des foyers. Ils sont ainsi séparés de leurs parents. Les enfants de plus de 18 ans et les mineurs non accompagnés sont eux placés dans des centres de « pré-expulsion » pour avoir commis une infraction conformément au chapitre 156 de l'Immigration Act(50).

Le HCR recommande que cette sanction soit d'ordre administratif. Par ailleurs, le HCR recommande que l'emprisonnement ne soit qu'une sanction exceptionnelle et que d'autres mesures soient mises en place. Par ailleurs, le HCR souhaite veiller à ce que les personnes emprisonnées aient accès à l'aide juridique et aux services consulaires nécessaires et qu'ils soient emprisonnés dans des conditions respectant les droits humains. Au sujet des enfants, le HCR recommande de mettre fin à la détention des enfants et à leur expulsion.

Enfin, le HCR recommande de mettre fin aux expulsions collectives. Il demande à ce que la décision d'expulsion soit prise par une autorité compétente, en accord avec la loi et que celle-ci soit communiquée au migrant(51).

Nous ne disposons d'aucune information quant aux conditions de détention des personnes en situation irrégulière actuellement ainsi que sur le respect des droits humains et des droits de détention.

## LA PRÉCARITÉ DES DEMANDEURS D'ASILE

La loi du Belize ne prévoit aucun moyen d'obtenir un permis de travail pour les demandeurs d'asile. Les demandeurs d'asile se trouvent dans une situation très précaire.(52)

Nombre d'entre eux travaillent de manière illégale dans des fermes pour survivre(53).

Par ailleurs, les enfants n'ont accès qu'à l'école primaire car l'accès au collège et au lycée est conditionné par la détention d'une « social security card ». Or, les demandeurs d'asile n'ont pas le droit à cette carte et n'ont accès qu'aux soins de base(54).

La plupart des demandeurs d'asile survit grâce à l'aide des communautés de réfugiés mises en place dans les années 90. Le HCR finance de nombreux projets pour améliorer les conditions de vie des réfugiés et ainsi des demandeurs d'asile(55).

Seule l'association Help For Progress semble donner une aide financière durant les trois premiers mois, ce qui semble loin d'être suffisant au vu de la lenteur de la décision sur le statut de réfugié(56).



(49) Global Detention Project « Belize immigration Detention » Global detention project, janvier 2016, <https://www.globaldetentionproject.org/countries/americas/belize> (consulté le 8 mai 2020)

(50) *Ibid*  
(51) UNHCR, "Belize", page 8, juillet 2018, <https://www.refworld.org/country,,UNHCR,BLZ,5b56e1903,0.html> (consulté le 1er mai)

(52) UNHCR, "Belize", page 5, juillet 2018, <https://www.refworld.org/country,,UNHCR,BLZ,5b56e1903,0.html> (consulté le 1er mai)

(53) « The UN Refugee Agency-over 3,000 asylum seekers registered in Belize », Channel 5 Belize, 4 juin 2019, <https://www.youtube.com/watch?v=hgRKfMROnh8> (consulté le 19 avril 2020)

(54) *Ibid*  
(55) *Ibid*  
(56) *Ibid*